

## LETTRE D'INFORMATION DU LABORATOIRE MIL (EA7382) MARCHÉS, INSTITUTIONS, LIBERTÉS

### EDITO

Chers Collègues, Chers lecteurs,

En cette fin d'année 2022, j'ai le plaisir de vous adresser la lettre d'information du laboratoire MIL, qui couvre la seconde partie de l'année.

Notre équipe a maintenu son activité de recherche individuelle et collective depuis la rentrée en investissant de nombreux champs d'étude : droit privé et notariat avec une conférence sur l'héritage numérique (avec l'appui de l'Institut National de Formation des notaires), droit social européen et comparé avec la poursuite du cycle de conférences du projet ANR CEPASSOC autour de la thématique du salaire minimum, droit européen des droits de l'homme avec la conférence remarquée d'un juge à la Cour européenne des droits de l'homme, contentieux constitutionnel avec la venue d'un membre du Conseil constitutionnel.

Pour la troisième année consécutive, le MIL accueille également la conférence annuelle du réseau « Contrats public et globalisation » qui réunit les meilleurs spécialistes de droit de la commande publique en Europe et aux Etats Unis.

Il faut également souligner que nos activités sont de mieux en mieux structurées et rationalisées autour de dynamiques communes. A cet égard, la quinzaine du droit du numérique, impulsée à l'initiative du Pr. N. Wagener, a permis de regrouper, dans un cadre cohérent, de belles manifestations en lien avec le numérique : outre le colloque sur l'héritage, évoquons la co-organisation d'un colloque avec l'Université de Bordeaux sur les aspects de patrimonialité en droit, une conférence sur le droit applicable aux plateformes et un débat public sur le lien entre libertés publiques et numérique. Cette entreprise de rationalisation permet d'accroître notre rayonnement : elle sera confortée en 2023, dans la perspective de l'évaluation HCERES.

Enfin, il convient de saluer l'organisation de deux soutenances HDR : Claire Marzo (Fondements et modèles de l'harmonisation sociale en droit de l'Union européenne) et Hugo-Bernard Pouillaude (Recherches sur la responsabilité de l'Etat en matière sanitaire). Que ces collègues soient chaleureusement félicités pour cette évolution de carrière ! Le passage de l'Habilitation renforce la capacité de notre équipe à accueillir des doctorants et à diversifier les thématiques de recherche que nous proposons aux étudiants à l'issue des masters II.

Toute cette dynamique est rendue possible par l'investissement collectif et attentif des membres du laboratoire, avec l'appui indéfectible et efficace du Doyen Gamet et de toute l'équipe décanale.

Dans l'attente du plaisir de vous retrouver en 2023 pour poursuivre nos activités de recherche, soyez assurés de mes vœux chaleureux et amicaux pour cette fin d'année.

Stéphane de La Rosa



PHOTO PRISE PAR KÉLIAN HAVART  
ÉTUDIANT EN L3

### DANS CE NUMÉRO :

- *Manifestations récentes*
- *Vie du Laboratoire & Activités doctorales*
- *Publications/Ouvrages*
- *Sélection d'articles et de contributions individuelles*

# MANIFESTATIONS RÉCENTES

30 SEPTEMBRE 2022

## COLLOQUE CEPASSOC - LES SALAIRES MINIMAUX DES TRAVAILLEURS DE PLATEFORMES

### ÉTUDES DE DROIT COMPARÉ ET DE L'UNION EUROPÉENNE

Le colloque du projet CEPASSOC intitulé "les salaires minimaux des travailleurs de plateformes : études de droit comparé et de l'Union européenne" s'est déroulé le 30 septembre 2022 dans les locaux de la Faculté de Droit.

L'objectif de ce colloque pluridisciplinaire, comparatif et international était de réunir deux grands champs d'étude :

- le travail de plateformes (Uber, Deliveroo, etc...) qui intéresse la doctrine depuis quelques années du fait des conséquences des changements technologiques, des nouvelles formes de mise au travail et de leur régulation sur le plan national, européen et international.
- la notion de salaire minimum qui n'a de cesse d'évoluer pour refléter les transformations sociales et les orientations politiques.

Il s'agissait d'interroger la pertinence d'un salaire minimum pour les travailleurs de plateformes numériques en s'intéressant à la directive imminente sur le salaire minimum et à sa réception dans différents Etats membres à la lumière des besoins des travailleurs de plateformes.

Ce colloque s'inscrit dans le cadre du projet CEPASSOC, coordonné par Madame Claire Marzo, Maître de conférences HDR en droit public et membre du Laboratoire MIL. Il s'agit d'un projet interdisciplinaire (trois disciplines : droit, histoire et sociologie) et international (six ordres juridiques : France, Royaume-Uni, Suède, Espagne, Portugal, Union européenne) qui porte sur la protection sociale des travailleurs de plateformes et les apports de la citoyenneté sociale (voir le site du projet : <https://cepassoc.hypotheses.org/>, projet financé par l'ANR, projet N° ANR-20-CE26-001-01).





19 OCTOBRE 2022

## CONFÉRENCE DE MICHEL PINAULT

Monsieur Michel Pinault, membre du Conseil constitutionnel, est intervenu à la Faculté de droit le mercredi 19 octobre, à l'occasion d'une conférence co-organisée par le Laboratoire MIL et placée sous la direction de Monsieur le Professeur Pierre de Montalivet.

24 NOVEMBRE 2022

## CONFÉRENCE MIL

### THE EROSION OF DEMOCRACY AND COPYING MECHANISMS OF THE ECtHR

La conférence intitulée "The erosion of democracy and the copying mechanisms of the ECtHR" s'est déroulée le jeudi 24 novembre, de 10h à 12h, dans l'amphithéâtre C1 de la Faculté de droit.

Cette manifestation était placée sous la direction scientifique de Madame la Professeure Laure Clément-Wilz, et a donné lieu à l'intervention de Monsieur Armen Harutyunyan, Juge à la Cour européenne des droits de l'homme et Parrain de la promotion 2022-2023 du Master 2 Droit européen.

24-25 NOVEMBRE 2022

## COLLOQUE MIL - L'HEREDITÉ NUMÉRIQUE

### FORME DES LIBÉRALITÉS, CRYPTO-ACTIFS, DONNÉES PERSONNELLES

Le colloque intitulé « L'héritité numérique – forme des libéralités, crypto-actifs, données personnelles » s'est déroulé les 24 et 25 novembre 2022 dans les locaux de l'Institut national des formations notariales (INFN).

Cette manifestation scientifique était co-organisée par le Laboratoire MIL, et placée sous la direction des Professeurs Sara Godechot-Patris et Nicolas Laurent-Bonne, Professeurs à la Faculté de droit de l'UPEC et membres du laboratoire.



COLLOQUE

## L'héritité numérique

Forme des libéralités

Crypto-actifs

Données personnelles

Organisé par le laboratoire MIL et l'INFN (Institut national des formations notariales)  
Sous la direction de Sara Godechot-Patris et Nicolas Laurent-Bonne, Professeurs à la Faculté de droit de l'UPEC

Intervenants : Gilles Bonnet, Olivier Boudeville, Manuella Bourassin, Frédéric Douet, Thibault Douville, Rachel Dupuis-Bernard, Sara Godechot-Patris, Maxime Julienne, Nicolas Laurent-Bonne, Francesco Paolo Patti, Stéphane Piedelièvre, Cédric Pommier, Gregor Christandl, Vivien Streiff, Jeffrey Talpis, Jean-Louis Van Boxtael, Christophe Vernières

Judi 24 et vendredi 25 novembre 2022  
INFN  
10, rue Traversière  
75012 Paris

Inscription obligatoire :  
sur <https://www.infn.fr/evénements/heredite-numerique>



1 & 2 DÉCEMBRE

## COLLOQUE MIL

### LE DROIT COMME PATRIMOINE

Le colloque intitulé "Le droit comme patrimoine" s'est déroulé les 1er et 2 décembre dans les locaux de l'Université de Bordeaux.

Cette manifestation était co-organisée par le Laboratoire MIL, et incluait dans son comité scientifique Monsieur Noé Wagener, Professeur de droit public à l'UPEC et membre du laboratoire.



15 - 16 DÉCEMBRE

## COLLOQUE MIL

### LES TRANSFORMATIONS CONTEMPORAINES DU DROIT DE LA COMMANDE PUBLIQUE - UNE PERSPECTIVE EUROPÉENNE

Les journées annuelles du réseau de recherche "Contrats publics et globalisation / Public contracts in legal globalisation" se sont déroulées les 15 et 16 décembre.

Une première conférence s'est tenue le 15 décembre après-midi à la Maison de l'Île-de-France de la Cité universitaire internationale. Dédiée aux questions contemporaines sur le droit de la commande publique (renchérissement des prix, verdissement de l'achat public, digitalisation, mesures protectionnistes), cette conférence a donné lieu à l'intervention de spécialistes venus de plusieurs universités européennes – Stockholm, Nottingham, Turin, Anvers – ainsi que le directeur de l'OCDE en charge des marchés publics.



Le 16 décembre, les échanges se sont poursuivis à la Faculté pour présenter les projets de recherche internationaux en droit des contrats publics.

# Quinzaine du DROIT du NUMÉRIQUE

DE LA FACULTÉ DE DROIT  
de l'université Paris-Est Créteil

24 nov. > 9 déc. 2022

Organisée par le laboratoire  
**Marchés, Institutions, Libertés**

avec le soutien  
du **Master Droit du numérique**  
et du projet **ANR CEPASSOC**



## QUINZAINE DU DROIT DU NUMÉRIQUE

Organisée par le laboratoire Marchés, Institutions, Libertés avec le soutien du Master du droit du numérique et du projet ANR CEPASSOC, la Quinzaine réunit sous une même bannière une succession d'évènements liés au droit du numérique et à forte teneur interdisciplinaire, dont un colloque (L'hérédité numérique, 24-25 novembre, sous la direction des professeurs Godechot-Patris et Laurent-Bonne), plusieurs conférences et débats (28 novembre et 5 décembre), ainsi que l'accueil, au sein de notre faculté, de l'évènement de clôture de la Convention citoyenne étudiante de l'UPEC sur le numérique (8 et 9 décembre).

24-25 NOVEMBRE 2022

### COLLOQUE

L'HÉRÉDITÉ NUMÉRIQUE

28 NOVEMBRE 2022

### LEÇON PUBLIQUE/DÉBAT

RÉFORMER L'ÉTAT EN FRANCE  
INTERNET ET LIBERTÉS

5 DÉCEMBRE 2022

### CONFÉRENCE

QUELLE PROTECTION SOCIALE POUR LES  
TRAVAILLEURS DE PLATEFORME ?

8-9 DÉCEMBRE 2022

### CONVENTION CITOYENNE ÉTUDIANTE

JOURNÉES DE CLÔTURE DE LA CONVENTION

# VIE DU LABORATOIRE & ACTIVITÉS DOCTORALES

SEPTEMBRE 2022

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU LABORATOIRE MIL

L'Assemblée générale annuelle du Laboratoire MIL s'est tenue le jeudi 29 septembre, de 11h30 à 13h30, en salle A314. Cette assemblée a permis de présenter les réalisations et les projets du laboratoire, mais également d'accueillir les nouveaux enseignants-chercheurs et doctorants.

24 NOVEMBRE 2022

## SOUTENANCE HDR

### CLAIRE MARZO

Madame Claire Marzo, Maître de conférences en droit public et membre du Laboratoire MIL, a soutenu son habilitation à diriger des recherches le jeudi 24 novembre dans les locaux de la Faculté de droit.

La synthèse de son activité scientifique est intitulée : **"Fondements et modèles de l'harmonisation sociale en droit de l'Union européenne : Recherche, à partir de la citoyenneté, des droits fondamentaux et des nouvelles formes de travail"**.

Membres du jury :

- Ségolène Barbou des Places, Professeure à l'Ecole de droit de la Sorbonne (rapporteur)
- Sylvie Hennion, Professeur émérite de l'Université de Rennes 1 (rapporteur)
- Dominique Ritleng, Professeur à l'Université de Strasbourg (rapporteur)
- Sophie Robin-Olivier, Professeur à l'Ecole de droit de la Sorbonne
- Isabelle Daugareilh, Directrice de recherche au CNRS
- Luke Mason, Head of School, Westminster Law School
- Laurent Gamet, Professeur à l'UPEC, Doyen de la Faculté de droit
- Stéphane de La Rosa, Professeur à l'UPEC, directeur du Laboratoire MIL



16 DÉCEMBRE 2022

# SOUTENANCE HDR

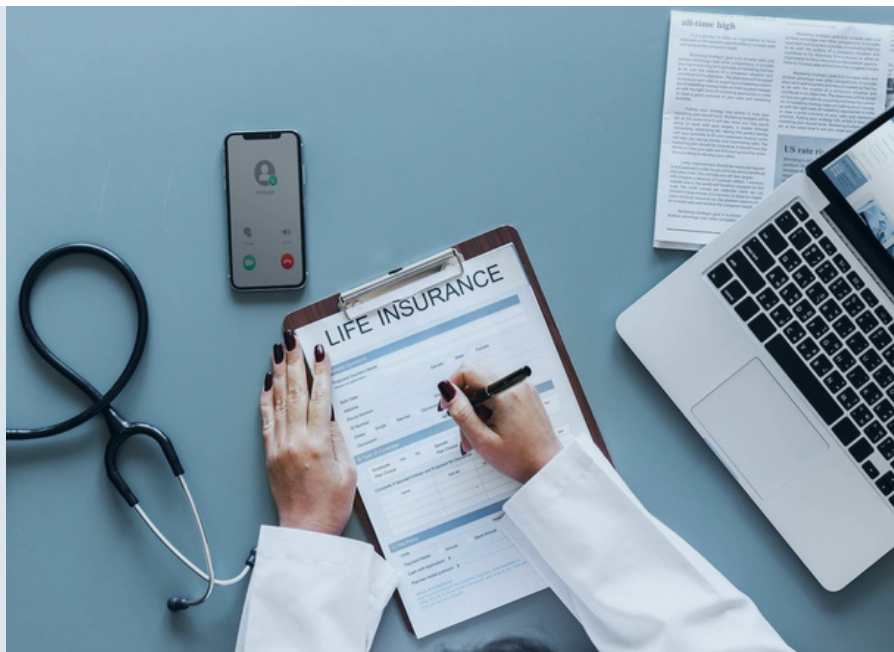
## HUGO-BERNARD POUILLAUDE

Monsieur Hugo-Bernard Pouillaude, Maître de conférences en droit public et membre du Laboratoire MIL, a soutenu son habilitation à diriger des recherches le vendredi 16 décembre dans les locaux de la Faculté de droit.

La synthèse de son activité scientifique est intitulée : **"Recherches sur la responsabilité de l'État en matière sanitaire"**

Membres du jury :

- Hafida Belrhali, Professeur à l'Université Grenoble Alpes (rapporteur)
- Aude Rouyère, Professeur à l'Université de Bordeaux (rapporteur)
- Charles Vautrot-Schwarz, Professeur à l'Université Paris- Saclay (rapporteur)
- Gérard Teboul, Professeur à l'UPEC
- Carole Gallo, Professeur à l'Université de Lille
- Simon Gilbert, Professeur à l'UPEC
- Jacques Petit, Professeur à l'Université de Franche-Comté



# PUBLICATIONS/OUVRAGES

## L'EMPIRE DU MATÉRIALISME JURIDIQUE SUR LE CONTRAT

Un ouvrage écrit par Monsieur **Eric Gilardeau**, Maître de conférences HDR en histoire du droit et membre du laboratoire MIL.

A l'issue de leur querelle autour d'un euro-code des contrats, l'Allemagne et la France ont réformé leurs droits des obligations. Eric Gilardeau démontre que ces réformes convergentes ont incorporé au contrat des règles impératives de proportionnalité des droits et des obligations. La substance du contrat est devenue en Allemagne et en France une grille d'évaluation de la lésion qualifiée.

Au stade de l'exécution de l'acte, l'auteur observe que la matière du contrat est aussi le siège d'une justice corrective destinée à ré-équilibrer le contrat après la disparition de son fondement ; un critère de l'imprévision adapté aux crises de la Covid-19 et de la guerre en Ukraine.

En définitive, l'ouvrage fait le constat que les réformes consacrent une conception de la liberté contractuelle fondée sur l'économie de l'acte. A l'aune du matérialisme juridique, le contrat repose désormais sur la justice et la justice sur le contrat.

- Editeur : L'Harmattan
- Parution : octobre 2022

Eric GILARDEAU

### L'empire du matérialisme juridique sur le contrat

La réforme du contrat dans les codes civils allemand et français



LOGIQUES JURIDIQUES

L'Harmattan

§

L'empire du matérialisme juridique sur le contrat

A l'issue de leur querelle autour d'un euro-code des contrats, l'Allemagne et la France ont réformé leurs droits des obligations. Eric Gilardeau démontre que ces réformes convergentes ont incorporé au contrat des règles impératives de proportionnalité des droits et des obligations. La substance du contrat est devenue en Allemagne et en France une grille d'évaluation de la lésion qualifiée.

Au stade de l'exécution de l'acte, l'auteur observe que la matière du contrat est aussi le siège d'une justice corrective destinée à rééquilibrer le contrat après la disparition de son fondement ; un critère de l'imprévision adapté aux crises de la Covid-19 et de la guerre en Ukraine.

En définitive, l'ouvrage fait le constat que les réformes consacrent une conception de la liberté contractuelle fondée sur l'économie de l'acte. A l'aune du matérialisme juridique, le contrat repose désormais sur la justice et la justice sur le contrat.

**Eric GILARDEAU** est maître de conférences habilité à diriger des recherches, auteur de travaux sur l'histoire du droit, le droit comparé et le droit européen.

Illustration de couverture : © djedzura - 123rf.com

ISBN : 978-2-14-029499-0  
32 €



9 782140 294990



# CODE DE L'URBANISME COMMENTÉ 2023

Un ouvrage co-écrit par Madame **Soazic Marie**, Maître de conférences en droit public et membre du Laboratoire MIL.

- Editeur : Berger-Levrault Collection : Les Codes
- 10ème édition
- Parution : 22/09/2022

A propos des auteurs :

- Vincent Guinot, avocat associé du cabinet Lacourte Raquin Tatar
- Soazic Marie, Maître de conférences à l'UPEC
- Olivier Sut, responsable du contrôle de légalité des autorisations d'urbanisme des collectivités du département de la Haute-Savoie

# DROIT DE L'URBANISME

Un ouvrage co-écrit par Madame **Soazic Marie**, Maître de conférences en droit public et membre du Laboratoire MIL

- Editeur : Dalloz Collection : Précis
- 9ème édition
- Parution : 19/05/2022

A propos des auteurs :

- Henri Jacquot, Professeur émérite de l'Université d'Orléans
- François Priet, Professeur émérite de l'Université d'Orléans, directeur honoraire du groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat (GRIDAUH)
- Soazic Marie, Maître de conférences à l'UPEC.



9<sup>e</sup> édition  
Vincent Guinot  
Soazic Marie  
Olivier Sut

Berger  
Levrault



9<sup>e</sup> édition

DALLOZ

# LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

Un ouvrage écrit par Monsieur **Stéphane Piédelièvre**, Professeur de droit privé et membre du Laboratoire MIL.

Cet ouvrage, qui donne de nombreux exemples pratiques, s'adresse non seulement aux étudiants qui se destinent à la carrière notariale, mais aussi à tous ceux qui s'intéressent au droit des régimes matrimoniaux.

- Editeur : Bruylant
- 4ème édition
- Parution : août 2022

# INSTRUMENTS DE CRÉDIT ET DE PAIEMENT

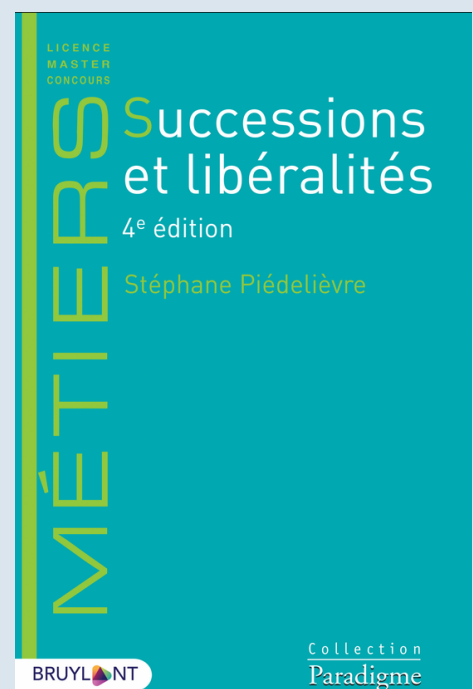
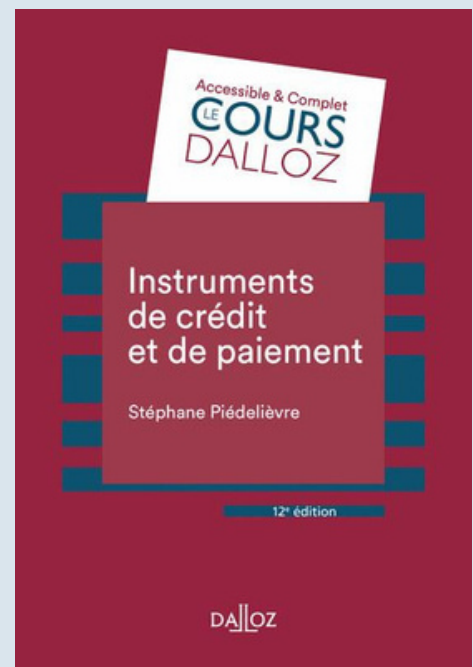
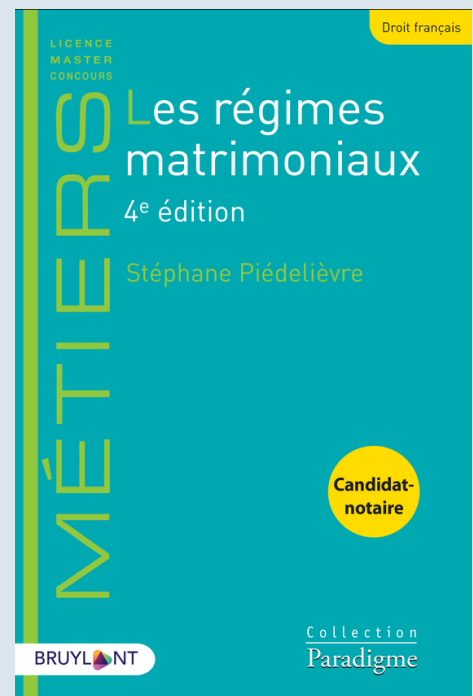
Un ouvrage écrit par Monsieur **Stéphane Piédelièvre**, Professeur de droit privé et membre du Laboratoire MIL.

- Editeur : Dalloz
- 12ème édition
- Parution : 25/08/2022

# SUCCESSIONS ET LIBÉRALITÉS

Un ouvrage écrit par Monsieur Stéphane Piédelièvre, Professeur de droit privé et membre du Laboratoire MIL

- Editeur : Bruylant
- 4ème édition
- Parution : août 2022



# SÉLECTION D'ARTICLES ET DE CONTRIBUTIONS INDIVIDUELLES

**Cuzacq, Nicolas** – « La RSE est-elle un vecteur de progrès ou de consensus mou au sein de l'Union européenne ? », in Les défis actuels de l'Union européenne, M. Bruno (dir.), éditions Legitech 2022.

**de La Rosa, Stéphane** – « Politique de cohésion économique, sociale et territoriale. Cadre général et institutionnel », Jurisclasseur Europe, Lexis Nexis, Fasc.2110, déc.2022.

**de La Rosa, Stéphane** – « La porosité du droit de l'Union aux théories de la croissance », in V. Coq, M. Chambon, Le paradigme de la croissance en droit public, Lexis Nexis 2022, p.49-64.

**de La Rosa, Stéphane** – "Centrales d'achat", in E. Combes, M. Chagny, Dictionnaire du droit de la concurrence, ed. Concurrences, 2022.

**de la Rosa, Stéphane** – "Le respect du principe de proportionnalité et l'exclusion des candidatures", in (dir.) V. Bouhier, L'exclusion de la procédure de passation de la commande publique: l'examen des candidatures et des offres, Institut Universitaire Varenne, 2022, pp. 134-155.

**De Nanteuil, Arnaud** – « La conciliation entre la protection des investissements et la transition écologique », in A.S. Epestein, M. Nioche (dir.), Le droit économique, levier de la transition écologique ?, Bruylant, p.185- 208.

**De Nanteuil, Arnaud** – « Arbitrage d'investissement et droit international général » (avec S. Robert et E. Castellarin), AFDI 2021, p.729-772.

**De Nanteuil, Arnaud** – « La guerre en Ukraine et le droit international public. Quelques réflexions à la lumière de l'ordonnance de la Cour internationale de Justice du 16 mars 2022 », Journal du droit international (Clunet), 2022(3), p.721-748.

**De Nanteuil, Arnaud** – « Faites du droit, pas la guerre. Quel encadrement juridique de la guerre en droit international à la lumière de la situation ukrainienne ? », La semaine juridique, édition générale, 3 octobre 2022, n°39, p.1099.

**De Nanteuil, Arnaud** – « Quel(s) arbitrage(s) pour le règlement des différends internationaux en matière fiscale ? » (avec P. Kouraleva-Cazals), Fiscalité internationale, 2022.

**Godechot-Patris, Sara** – « Panorama de droit patrimonial de la famille interne et international », D.2022. 2063.

**Godechot-Patris, Sara** – « Le notaire et la fraude à la loi », in L'office du notaire en droit international privé, Thèmes et Commentaires, Dalloz, 2022, p.113 s.

**Marie, Soazic** – « Les orientations d'aménagement et de programmation du plan local d'urbanisme : une autre approche de l'urbanisme, quoi qu'il en coûte », Opérations immobilières, n°146/147, juillet 2022, p.37.

**Marie, Soazic** – « L'urbanisme et le logement dans la loi 3DS », RFDA mai-juin 2022, dossier loi 3DS, p.423.

**Marzo, Claire** – « El proyecto de directiva de la Unión Europea sobre el mejoramiento de las condiciones del trabajo en plataformas: una oportunidad para repensar los derechos y el estatus de los trabajadores de plataformas », Revista Derecho del Trabajo, AÑO X • No 36 • julio / setiembre 2022, pp. 77-94.

**Marzo, Claire** - La proposition de directive relative à l'amélioration des conditions de travail dans le cadre du travail via une plateforme : une occasion de repenser les statuts et les droits des travailleurs de plateformes, Revue Trimestrielle de Droit Européen, 2022-4, à paraître.

**Saunier, Claire** – « Les métamorphoses du droit de dissolution au Royaume-Uni : l'abrogation du Fixed-Term Parliaments Act 2011 », Observatoire du Brexit, juillet 2022, consultable en ligne : <https://brexit.hypotheses.org/6050>

**Saunier, Claire** – La doctrine des « questions politiques ». Etude comparée : Angleterre, Etats-Unis, France, LGDJ, Bibl. constitutionnelle et de science politique, tome 164 (à paraître en janvier 2023).

**Marzo, Claire** – Dossier spécial, L'accès aux soins des travailleurs de plateformes, coordonné par Claire Marzo, Revue de droit sanitaire et social, décembre 2022, à paraître.

- Dossier RDSS : L'accès aux soins des travailleurs de plateformes numériques
- 1. Propos introductifs : Perspectives comparées et internationales sur l'accès aux soins des travailleurs de plateformes numériques, Claire Marzo, MCF Droit public, UPEC
- 2. FRANCE : La santé des travailleurs de plateformes en France, Isabelle Daugareilh, Directeur de recherche au CNRS – HDR in Comptrasec, Université de Bordeaux
- 3. SUISSE : En Suisse : un accès aux soins à géométrie variable pour les travailleurs de plateforme, Sabine Magoga-Sabatier, MLaw en droit public et droit social (Suisse) DEA droit des affaires (France), doctorante et assistante de recherche et d'enseignement à l'Université de Neuchâtel.
- 4. SUEDE : L'accès aux soins de santé et aux indemnités maladie des travailleurs de plateformes en Suède, Ann-Christine Hartzén, European Research H2020 project on poor workers, Lund University
- 5. ROYAUME-UNI : Le modèle d'accès à la santé en Angleterre à l'épreuve du statut du travailleur de plateforme, Jonathan Sellam, Post-Doctorant du projet CEPASSOC, UPEC.
- 6. PORTUGAL : Protection sociale et accès aux soins des travailleurs de plateformes au Portugal : un débat indissociable de la question de la nature des relations de travail, Ana Cristina Ribeiro Costa, Professora Auxiliar, Universidade Católica Portuguesa, Portugal
- 7. ESPAGNE : Vers l'uniformisation du statut d'accès aux soins pour les travailleurs de plateformes en Espagne, Danielle Rojas, Enseignante-chercheuse contractuelle à l'université de Cergy, Responsable du DU de droit espagnol
- 8. UNION EUROPEENNE : L'accès aux soins des travailleurs de plateformes, quelles bases juridiques pour quelle action européenne ? Stéphane de la Rosa, PU Droit public, UPEC
- 9. BRESIL : La protection sociale des travailleurs des plateformes numériques au Brésil, Wagner BALERA, Professeur à l'Université Catholique de Sao Paulo – PUC/SP –Brésil, et Juliano Barra, Professeur à l'université de Sao Paulo, Brésil

**Maitrot de la Motte, Alexandre** :

- « Le dispositif GloBE et le droit de l'Union européenne », Fiscalité Internationale, 2-2022, n° 02.12, pp. 124-134
- « Droit fiscal de l'Union européenne : chronique de jurisprudence et de législation (1er janv. 2022 – 31 août 2022) », Revue de Droit Fiscal, 2022, n° 45, comm. 384, pp. 14-26 (avec Anne Iljic, Fabrice Pezet et Flora Sicard)
- « Chronique de fiscalité – année 2021 », Revue Trimestrielle de Droit Européen, 2022, n° 2, pp. 211-230
- « Droit fiscal européen (1er avril 2021 – 31 mars 2022) » (avec Charlène Herbain), Journal de droit européen, 2022, n° 6, pp. 280-292
- Rubrique « Fiscalité », in Fabrice PICOD (dir.), Jurisprudence de la CJUE 2021 – Décisions et commentaires, Bruylant, 2022, pp. 489-553 (commentaires des arrêts BJ c/ Belgique, Lexel AB, et World Duty Free Group)
- « Les alvéoles des centres d'enfouissement des déchets et la jurisprudence SA GKN Driveline » (note sous CE, 11 février 2022, Société de Propreté et d'Environnement de Normandie), Revue de Droit Fiscal, 2022, n° 30-35, comm. 299
- Une indemnité d'expropriation est imposable au titre de l'année durant laquelle elle constitue une créance certaine dans son principe et dans son montant (note sous CE, 10e et 9e ch., 3 juin 2022, n° 452708, Sté D3P), Revue de Droit Fiscal, 2022, n° 50

**Xenou, Lamprini** – « Gaia-X, un projet européen trop ambitieux ? », 1er juillet 2022, Réactions à l'actualité, publié sur le site de l'Association Française des Etudes Européennes (AFEE).

**Xenou, Lamprini** – « Le modèle de souveraineté numérique européenne défendu par la présidence française du Conseil de l'Union européenne », Annuaire français de relations internationales, éd. Panthéon-Assas, à paraître.